

Le Mouvement Rohy prend position sur la gestion des manifestations par le pouvoir

24/02/2021

Face à la grogne sociale grandissante et au contexte politique dangereusement crisogène : quelle gestion équilibrée des manifestations et quelles propositions ?

Alors que le pays doit déjà affronter un contexte socio-économique éprouvant avec la persistance de la Covid19 au niveau national et mondial, devant la recrudescence actuelle des manifestations de nature politique et/ou sociale et face au contexte politique délétère, le Mouvement de la société civile ROHY ne peut rester silencieux et exprime son opinion pour protéger de manière impartiale et non partisane les intérêts de la population, objectif qui constitue sa mission principale.

Maintien de l'ordre, mission incontournable des forces de sécurité

La société civile rappelle et reconnaît pleinement aux forces de l'ordre la mission de maintien de l'ordre afin de maintenir une paix civile, faire respecter la loi et assurer la continuité des activités de la cité. C'est une mission difficile [1] car elle est impopulaire, notamment quand il y a une insatisfaction patente et donc colère de la part des citoyens, sur le plan du respect de leurs droits fondamentaux garantis par la Déclaration Universelle des Droits Humains. Elle est ingrate car les agents des forces de l'ordre subissent aussi coups et blessures, voire des décès dans leurs rangs pendant les manifestations et ne font pas l'objet d'une reconnaissance dans l'exercice de leur mission.

Vive inquiétude

La société civile exprime sa vive inquiétude toutefois :

- Car le maintien de l'ordre actuel, de caractère légaliste et plus répressif que préventif, tend à restreindre les libertés individuelles au vu des événements.
- Si Madagascar est considéré comme une démocratie par l'Etat actuel (Exécutif), ce dernier doit garantir les droits des citoyens à l'expression, à la liberté d'opinion et à la manifestation pacifique (en vertu de l'article 20 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme). Ce droit de manifester pacifiquement est un moyen essentiel permettant aux acteurs d'exprimer leurs revendications et de défendre leurs droits dans la vie de tous les jours.
- Manifester en tant que droit fondamental doit conduire les forces de l'ordre à veiller à ce que les rassemblements publics se déroulent de la meilleure manière possible.
- L'objectif souhaité de prévention dans le maintien de l'ordre pour les forces de sécurité consiste à se déployer contre les actes de vandalisme (protection des autres acteurs non manifestants) ou contre les contremanifestants quels qu'ils soient (organisés et/ou payés par les adversaires par exemple) : elle est finalement impartiale et ne devrait pas viser basiquement à protéger politiquement tout pouvoir en place, alors que l'injustice et la mauvaise gouvernance sont patentes et décriées.
- Nous déplorons par conséquent les moyens utilisés pendant la manifestation estudiantine de Toamasina jeudi 18 Février dernier, qui a occasionné blessés des deux côtés et un mort du à l'usage de balles réelles, sachant que les armes létales (mortelles) auraient dû être prohibées. Nous sommes atterrés que le Gouvernement ait imputé la mort de cet étudiant (par blessure de la cuisse ayant causé une perte de sang) par un tir en l'air [2]. Nous rejetons aussi l'évocation indue d'une légitime défense avec textes à l'appui, d'autant plus que ces étudiants ont exprimé leur colère vivement certes, mais sans armes létales.
- Cette bavure malheureuse nous induit à nous poser des questions sur l'existence, la qualité et l'application des formations dans la gestion démocratique des foules au niveau de nos forces de l'ordre.
- Enfin, la société civile ne saurait se taire face au contexte politique délétère actuel qui engendre des impacts négatifs sur la population civile, ne serait-ce que sur le plan moral :
 - D'un côté, il y a les dirigeants actuels qui estiment que la vérité est de leur côté, ne supportent aucun doute et aucune critique, ont une très faible volonté de concertation et d'écoute alors que nous sommes en 2021 et que la gouvernance est en piteux état, considèrent comme ennemi de la nation tout détracteur dont l'opposition qui « sème le trouble » [3] et tout ayant droit aux manifestations, imputent un complot politique derrière toute manifestation publique, notamment sociale, et instrumentalisent les forces de sécurité à leur profit politique.

- De l'autre côté, l'opposition qui a le droit d'exister dans une démocratie digne de ce nom et qui doit être respecté par un Etat démocratique digne de ce qualificatif. Toutefois nous déplorons une attitude jusqu'au-boutiste verbalement de la part des opposants, et le fait qu'on ne perçoit pas les visées concrètes et positives dans leur démarche de remise en question du pouvoir en place, et qui permettraient aux citoyens de se rassurer sur leurs intentions d'être un acteur responsable et non inconséquent.
- Il est pertinent de nous rappeler que le taux d'abstention aux élections présidentielles du 19 Décembre 2018 était de 51,91% [4] : plus de la majorité de la population a décidé de s'abstenir de choisir entre MM Ravalomanana et Rajoelina au second tour. Le Mouvement ROHY qui a travaillé pour la participation maximale de la population aux élections (urnes) à travers l'observatoire des élections SAFIDY ne se réjouit pas de ce taux d'abstention. Il souhaite juste rappeler aux deux protagonistes, leurs équipes respectives et leurs partisans qu'ils doivent tenir compte AVEC HUMILITE de cet état de fait ; le pays n'est nullement acquis à l'une des deux parties, loin de là, même si elles occupent résolument l'espace médiatique.

Le Mouvement ROHY constate malheureusement que le pays est dans un dilemme cornélien, bien illustré par l'adage Malagasy « Mandroso maty raibe, mihemotra maty renibe » [5] : pouvons-nous continuer dans ce contexte alors que les dirigeants peu attentifs et ayant tendance au totalitarisme ne rassurent pas du tout sur le plan de la gouvernance et de la satisfaction des aspirations citoyennes ? Ou y a-t-il une autre voie possible alors que la population, si grande soit sa capacité de résilience, a suffisamment souffert des crises précédentes ?

Nous demandons aux acteurs politiques en présence une prise de conscience radicale : nous exhortons

- ▶ les partis d'opposition à plus de retenue et de responsabilité en faisant des propositions concrètes et en acceptant le dialogue,
- ▶ et le pouvoir en place à dialoguer avec ces derniers, à s'atteler à redresser réellement le pays en travaillant de concert avec les autres acteurs nationaux dont le secteur privé existant, générateur de richesses et du maintien/création des emplois, et la société civile dans son entièreté (OSCs, syndicats, Eglises, médias indépendants, ...), sous peine d'une nouvelle crise à venir dont les deux parties seront pleinement responsables et qui entraînera à nouveau la population des 22 régions dans une situation socio-économique de plus en plus insoutenable, associée à une dégradation irréversible de nos valeurs sociales et de nos patrimoines immatériels et culturels.

Antananarivo, 23 Février 2021

[CCOC](#), [ONG HITSY](#), [MSIS Multi-Sector Information Service](#), [ONG SAHA](#), [ONG Ravintsara](#), [AllianceVoahary Gasy](#), [@Ilontsera](#), [Observatoire de la Jeunesse](#)

Notes

[1] Chronique de Mikey « *je suis flic pour tout le monde, les contents comme les pas contents* », Midi Madagasikara, lundi 22 Février 2021

[2] Communiqué en date du samedi 20 Février 2021 émanant du gouvernement en malagasy, consécutif à la manifestation estudiantine du jeudi 18 Février 2021

[3] Mpanakorontana

[4] <http://www.hcc.gov.mg/wp.content/Recap/National.pdf>, Résultats définitifs du second tour de l'élection présidentielle du 19 Décembre 2018

[5] Mandroso maty raibe, mihemotra maty renibe : Si on avance, le grand-père en mourra. Si on recule, c'est la grand-mère qui mourra.

Source : <https://www.madagascar-tribune.com/Face-a-la-grogne-sociale-grandissante-et-au-contexte-politique-dangereusement.html>